

BURUNDI

# L'habitude de l'exode

**Une fois de plus, des centaines de milliers de Hutus ont pris le chemin de l'exil, fuyant les violences ethniques qui ont suivi le coup d'Etat. Face à des putschistes indécis et divisés, les ministres du président assassiné tentent de reprendre le contrôle du pays.**

Il s'était engagé, au lendemain de sa victoire électorale, à « construire un Burundi nouveau, caractérisé par la culture du respect des droits de l'homme et l'éthique de l'unité véritable ». Que reste-t-il aujourd'hui du message d'espoir de Melchior Ndadaye, président assassiné par les militaires de son pays ? Elu à la tête de l'Etat en juin dernier, Ndadaye l'idéaliste, premier Hutu et premier civil à accéder à la fonction suprême depuis l'indépendance, avait « fait un rêve » : celui d'un Burundi débarrassé de ses vieux démons ethniques. Le rêve était, en apparence, devenu réalité. Son pays jouissait d'une image flatteuse dans la communauté internationale. A Bruxelles, Paris ou Washington, on vantait sa stabilité politique et la valeur d'exemple que la démocratisation « à la burundaise » pouvait avoir dans la région. Les blindés et les commandos parachutistes qui ont attaqué le palais présidentiel dans la nuit du 20 au 21 octobre ont brisé le processus en cours. Arrêtés par les militaires, le président et ses collaborateurs ont été exécutés de sang-froid quelques heures plus tard.

Au Burundi, et dans bien d'autres pays d'Afrique, du Congo au Nigeria, l'armée continue à arbitrer le jeu politique. S'estimant flouée par l'avènement de régimes démocratiques, elle n'hésite pas à brouiller les cartes à la première occasion. Sur un autre plan, les cas du Zaïre et du Togo sont tout aussi parlants : les présidents Mobutu et Eyadéma « tiennent » leur pays grâce à l'allégeance d'armées ou de troupes d'élite composées de membres de leurs ethnies. A Bujumbura, le major Buyoya, l'ancien président qui avait

Pays de hauts plateaux exclusivement agricole, le Burundi était un royaume sous tutelle belge de 1916 jusqu'à son indépendance en 1962. C'est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde



## Géographie et démographie

**Superficie:** 27.834 km<sup>2</sup>

**Population:** 5,6 million (estimation)

**Tribus:** 85% Hutus

15% Tutsis, seigneurs féodaux avant la colonisation

Un petit nombre de Twas, apparentés aux pigmées du Zaïre

**Capitale:** Bujumbura

**Religion:** Plus de 60 % de Chrétiens et un % de Musulmans environ. Les autres pratiquent les rites traditionnels

## Economie

**PNB per capita:** 260 \$ (estimation)

**Exportations:** Surtout le café, mais les cours baissent. Pour compenser tentative de production de thé et de produits horticoles

**Dette étrangère:** Plus de 530 millions de \$. Le pays est embarqué dans un programme d'ajustement structurel de la Banque mondiale. Taux de croissance estimé entre 3 et 4,4 pc jusqu'en 1996

## Défense

**Armée:** 5.500 hommes

**Armée de l'air:** Trois avions de combat

**Marine:** Trois patrouilleurs

Une gendarmerie de 1.500 hommes

## Histoire moderne

**1962:** La Belgique accorde l'indépendance

**1966:** Le capitaine Michel Micombero chasse le roi Ntare V, mettant fin à un système de nomination alternée d'un Premier ministre Hutu et Tutsi. Les Tutsis en profitent pour renforcer leur contrôle de l'armée et du gouvernement

**1972:** Un massacre fait 100.000 victimes, surtout Hutus

**1976:** Micombero est renversé par le colonel Jean-Baptiste Bagaza, dont les réformes agraires mettent fin au féodalisme tutsi

**1987:** Le cdt Pierre Buyoya accède au pouvoir dans un putsch sans effusion de sang

**1988:** Une rébellion hutue fait 5.000 morts et oblige Buyoya à nommer le premier chef de gouvernement hutu depuis 1965

**Juin 1993:** Melchior Ndadaye, un Hutu, met fin aux régimes militaires successifs en remportant les premières élections libres

REUTER

choisi la voie de la réconciliation, n'avait pas réussi à réformer une armée composée presque exclusivement de Tutsis et profondément hostile au partage du pouvoir. Son successeur en a payé les conséquences.

En juillet dernier déjà, au lendemain des élections qui avaient vu la victoire du Frodebu, le parti de Ndadaye, un quarteron d'officiers avait tenté un putsch, qui avait échoué lamentablement. Cette fois, les auteurs du coup de force, incroyablement inconscients, n'ont réussi qu'à mettre le pays à feu et à sang. Tout juste capables de maintenir l'ordre à Bujumbura, ils ont déclenché, par leurs agissements, des violences et des règlements de compte en série à l'intérieur du pays. Ils mettent aussi en péril le fragile équilibre retrouvé au Rwanda, où un accord a mis un terme à la guerre civile entre Hutus et Tutsis.

Fuyant les massacres, plus de 300 000 Burundais ont déjà passé la frontière rwandaise. Débordées, les équipes médicales dépêchées sur place tentent de parer au plus pressé. « Nous rencontrons des problèmes de coordination logistique entre organisations humanitaires », confie-t-on à la Croix-Rouge de Belgique, qui n'a pas, comme dans les camps de réfugiés du nord du Rwanda, le contrôle global des opérations.

Des cliniques mobiles sont en place et les délégués essaient d'organiser l'installation des réfugiés. « Les Burundais abattent des arbres pour se chauffer ou construire une hutte, racontent les responsables de la Croix-Rouge. Nous tentons d'empêcher cela, car la saison des pluies commence et, sans arbres, plus rien n'arrêterait les terres. »

Au Burundi même, les affrontements sanglants se sont poursuivis, en particulier dans les fiefs du Frodebu. Pendant ce temps, les ministres du président assassiné, réfugiés dans les ambassades occidentales à Bujumbura, ont organisé la résistance aux putschistes.

Le Premier ministre, Sylvie Kinigi, une technocrate tutsi très proche de la famille Buyoya, a appelé clairement à une intervention armée internationale. Elle refuse les demandes de pourparlers et d'amnistie des putschistes. Quant à la voie de la réconciliation, elle sera bien difficile à retrouver.

Olivier Rogeau ■

29 Oct 93